INSTRUCTION AU RESEAU

Type d'instruction : □ C □ LR ⊠ IT	Date de publication: 09/05/2025	
Numéro de l'instruction : 2025-094		
Objet : Modalités de mise en œuvre et d'acco participations familiales en Eaje à compter du C	ompagnement de la mise à jour du barème des 01/09/2025	
Résumé : Le plafond du barème des Participations familiales évolue au 1 er septembre 2025. La présente		
IT rappelle que cette mesure concerne le flux d'accompagnement des partenaires et des familles.	et le stock des contrats et précise les modalités	
Emetteur : Direction : Direction des politiques familiales et sociale Département / pôle : Département Enfance Jeunesse Parentalité (DEJEP) / Pôle Petite Enfance	Mesdames et Messieurs les Directeurs comptables	
Référents à contacter :	Informé(s) :	
Organismes destinataires : ⊠ Caf ⊠ Caisses multibranches⊠ Centre de Ressources □-Autres : -Cnaf □ Caf pivots □ Caf adhérentes		
Champ d'application : ⊠ Métropole ⊠ DOM ⊠ Mayotte		
Processus de rattachement : M5 - Accompagner, maintenir et développer l'activité des partenaires d'action sociale		
Diffusion : ⊠ Diffusion réseau ⊠ Diffusion caf.fr ⊠ Communicable loi CADA		
Texte(s) de référence : o C 2019-005	Documents abrogés ou modifiés : o LR 2024-093	
Action(s) à réaliser & échéances :		
☑ Pour application ☐ Pour recommandation ☐ Pour information		
I our application in recommandation in rour information		
Mots-clés : barèmes action sociale 2025	Nombre de page(s) : 2 pages Nombre et liste des annexes : 2	

Applicable à compter du : 01/09/2025	
Applicable jusqu'au : sans limitation de durée	

- Courriers pour les partenaires

gestionnaires d'Eaje.



32 avenue de la Sibelle 75685 PARIS cedex 14

Tél.: 01 45 65 52 52 Fax: 01 45 65 57 24 Madame, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur le Directeur comptable et financier, Madame, Monsieur le Responsable de Centre de ressources,

<u>Le barème des participations familiales applicable dans les établissements d'accueil du jeune enfant – Evolution au 1^{er} septembre 2025</u>

Le barème national des participations familiales applicable dans les Eaje Psu est encadré **par un plancher et un plafond de ressources** communiqués chaque année par la Cnaf par voie d'information technique et diffusé sur le Caf.fr. La circulaire de référence est la circulaire 2019-005 du 5 juin 2019.

Le plancher de ressources est revalorisé chaque année. Pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025, il a été communiqué dans la LR 2024-260 du 19 décembre 2024 diffusée sur le Caf.fr.

Le plafond de ressources, fixé à 7 000 € depuis le 1^{er} septembre 2024, sera porté à **8 500€ à compter du 1**^{er} septembre 2025.

Ce relèvement du plafond de ressources vise à renforcer l'équité dans la contribution des familles en homogénéisant l'effort demandé en fonction de leurs revenus. En élargissant la tranche supérieure jusqu'à 8 500 €, cette mesure permet d'égaliser l'effort financier entre les familles, y compris celles aux revenus les plus élevés. Sous réserve de la publication des décrets, elle est cohérente avec la réforme du CMG emploi direct applicable également au 1^{er} septembre 2025.

Conformément au principe de compensation des participations familiales dans le calcul de la Psu, toute augmentation du niveau de participations familiales entraine mécaniquement de nouvelles marges financières pour la branche Famille via le Fonds national d'action sociale (Fnas) et participe de la mise en œuvre des mesures nouvelles en lien avec le déploiement du service public de la petite enfance (SPPE), en soutien au développement de l'offre et à l'amélioration de sa qualité.

À compter du 1er septembre 2025, le plafond de ressources mensuelles de 8 500 € devient obligatoire pour le calcul des participations familiales dans tous les EAJE relevant de la PSU, pour l'ensemble des contrats, les nouveaux comme ceux en cours (sans attendre le 1er janvier 2026).

Un gestionnaire ne peut pas appliquer un plafond inférieur. En revanche, en accord avec la Caf, il peut décider de poursuivre l'application du taux de participation au-delà de ce plafond, à condition que cela figure clairement dans le règlement de fonctionnement de l'établissement.

En cas de réouverture avant le 1er septembre 2025 et de démarrage des nouveaux contrats (enfants nouvellement accueillis comme renouvellement d'un contrat d'un enfant déjà accueilli), vous pouvez appliquer cette évolution dès août 2025 du moment que le contrat concerné démarre sur le mois d'août. Cette mesure vous permettant d'établir un contrat unique, plutôt qu'un contrat pour le mois d'août 2025 et un, actualisé, à partir de septembre 2025.

Les Caf sont invitées à relayer cette information auprès de leurs réseaux de partenaires dès réception de la présente information technique. Un modèle de courrier à la signature de la Caf est joint à la présente instruction afin de faciliter la diffusion large de cette évolution réglementaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur le Directeur comptable et financier, Madame, Monsieur le Responsable de Centre de ressources, l'expression de mes salutations distinguées.